

n'ont toutefois pas amené le gouvernement iraquien à s'amender. On peut donc affirmer que la réduction des ravitaillements n'a eu aucun effet coercitif efficace contre le régime, d'autant plus que ce dernier a choisi de ne pas se prévaloir de la résolution 706 du Conseil de sécurité (15 août 1991), qui abolissait partiellement les contraintes et permettait à l'Iraq de vendre du pétrole à concurrence de 1,6 milliard de dollars pour se procurer des produits essentiels, sous réserve qu'ils soient distribués par des organismes humanitaires internationaux.

L'inclusion d'un embargo alimentaire dans les sanctions onusiennes contre l'Iraq a eu pour seule véritable conséquence d'éroder le consensus auquel les membres en étaient venus quant à la nécessité de réagir à l'agression. Les protestations exprimées par les délégués de Cuba, du Yémen et de Colombie, rejetées du revers de la main par les grandes puissances, ont rapidement été reprises dans l'opinion publique. Après la libération du Koweït, le Conseil de sécurité leva les contraintes aux expéditions de denrées, sans toutefois réussir à stopper la famine en Iraq.¹⁵

Les sanctions imposées à Haïti d'abord par l'Organisation des États américains, puis par l'ONU, ne comprenaient pas de blocus alimentaire, mais elles ont tant accru la pauvreté dans le pays que la famine y règne aujourd'hui et tue mille jeunes enfants par mois, sans toutefois persuader le régime *de facto* de se conformer aux résolutions des Nations Unies.¹⁶

La limitation des approvisionnements alimentaires peut tout de même exercer une certaine influence sur le comportement des États affaiblis, à la condition que l'on puisse en gérer les conséquences politiques. Vers la fin de la Première Guerre mondiale, les États-Unis décidèrent de réduire leurs exportations de blé pour convaincre la Suisse de mettre sa marine marchande à la disposition des Alliés. Au cours de l'hiver 1918-1919, quand l'Allemagne se trouvait à court de ressources parce que la France lui refusait le droit de dépenser son or, les États-Unis firent valoir leur aptitude à lui assurer un ravitaillement suffisant pour l'inciter à signer au plus tôt le Traité de paix de Versailles; au bout du compte, l'opération se retourna contre

¹⁵ Voir la résolution 687 du Conseil de sécurité, datée du 22 mars 1991; voir aussi Congrès des États-Unis, Comité restreint d'études sur la faim du Groupe international créé par la Chambre des représentants, débats du 1^{er} août 1991.

¹⁶ Voir «Sanctions and Spoons», *Time*, 22 novembre 1993, p. 32. Les chiffres sont tirés d'une étude réalisée par le Harvard University Center for Population and Development Studies.